



MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

POUR LA REHABILITATION DU BÂTIMENT MEDECINE DE L'HÔPITAL DU SAINT-ESPRIT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir Adjudicateur :
CHU DE LA MARTINIQUE Directeur des Achats

**Cedex CS 90632 – Lieudit La Meynard
97261 Fort de France**

Personne Responsable de l'Exécution du Marché :
Directeur du CH SE

Le présent CCAP comporte 15 pages.

SOMMAIRE

S O M M A I R E

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1. Cadrage de l'opération	5
1.2. Objet du marché et désignation des contractants	5
1.3. Caractéristiques principales de l'opération	6
1.3.1. Planning prévisionnel de l'opération	6
1.3.2. Estimation prévisionnelle des travaux	6
1.3.3. Domaine	6
1.3.4. Mode d'attribution des travaux	6
1.4. Changement de Maître d'Ouvrage	6
1.5. Sous-traitance	6
ARTICLE 2. MISSIONS CONFIEES AU TITULAIRE	7
2.1. Conditions d'exécution	7
2.2. Responsable technique	7
2.3. Prestations complémentaires	7
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
3.1. Pièces administratives	7
3.2. Nantissement - Cessions de créances	7
ARTICLE 4. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	8
ARTICLE 5. AVANCE	8
ARTICLE 6. VARIATION DU PRIX	8
6.1. Forme du prix	8
6.2. Variation du prix	8
6.3. Contenu des prix	8

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT	8
7.1. Acomptes -----	8
7.1.1. Demande de paiement.....	8
7.2. Décompte général, solde du marché -----	9
7.3. Délais de règlement -----	10
7.4. Règlement en cas de cotraitants -----	10
7.5. Retenue de garantie -----	10
7.6. Intérêts moratoires -----	10
ARTICLE 8. DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES	10
8.1. Dossier à fournir en cours d'exécution -----	10
8.2. Délais d'exécution des prestations et documents à fournir et pénalités -----	10
8.3. Autres Pénalités -----	12
ARTICLE 9. RECEPTION – ACHEVEMENT DES PRESTATIONS	12
9.1. Réception des documents -----	12
9.2. Achèvement de la mission -----	12
9.3. Arrêt de l'exécution des prestations -----	12
ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN	12
ARTICLE 11. ASSURANCES	13
11.1 Assurances de responsabilité -----	13
11.1.1 Assurance de Responsabilité civile professionnelle	13
11.1.2 Assurance de Responsabilité civile décennale.....	13
11.2 Assurances des travaux -----	14
11.2.1 Assurance Tous Risques Chantier.....	14
11.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage.....	14
11.3 Dispositions diverses -----	14
11.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire.....	14
11.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage.....	14
ARTICLE 12. PIECES A PRODUIRE	15
ARTICLE 13. RESILIATION DU MARCHE	15
13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général-----	15
13.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire-----	15
ARTICLE 14. REGLEMENT DES LITIGES	16
ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG-PI	16
ARTICLE 16. SIGNATURE	16

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Cadrage de l'opération

Objet de la consultation :

La présente consultation est organisée en vue de l'attribution des marchés de Contrôleur Technique au regard de la Réhabilitation du Bâtiment Médecine du Centre Hospitalier du Saint-Esprit pour la réalisation des travaux.

Les études MOE ont été menées au stade PRO. Le Permis de Construire a été déposé mi-novembre 2024.

La mission du Titulaire débutera avant attribution des marchés travaux.

Contexte de l'opération :

Le CH SE souhaite entreprendre la réhabilitation du bâtiment de Médecine.

Le site est en zone inondable et les bâtiments sont considérés par le CH SE comme étant « en fin de vie ».

La réhabilitation du bâtiment de Médecine se situe dans un projet global dans lequel le CH SE a entrepris des études pour reconstruire l'ensemble Hospitalier sur un autre site au Saint-Esprit. D'ici 4 ans environ, le site actuel et l'ensemble des bâtiments seront cédés à la Ville du Saint-Esprit.

Eu égard à ce déménagement prochain, il convient donc de réaliser les travaux à bon escient avec un budget au plus juste, des délais resserrés pour permettre une exploitation correcte et sécurisée dans le respect des patients et du personnel. Il importe au CH SE de réduire autant que possible les délais et les coûts tout en maîtrisant les risques contentieux.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Pour ce qui est des travaux intérieurs, ils s'organiseront étage par étage, un étage après l'autre préalablement vidé, pendant que les autres seront occupés et en exploitations.

D'ores et déjà, il apparaît nécessaire de s'attacher à la bonne définition et mise en œuvre des travaux à entreprendre eu égard à l'amiante présente dans les cages d'escalier. Un diagnostic DAT a été réalisé en ce sens par le CH SE. L'option d'encapsulage sera privilégiée.

Une attention particulière doit être portée également sur la résorption des dysfonctionnements du réseau eaux usées sous la dalle du RDC. Il sera mis en œuvre une solution qui se dispense de travaux sous la dalle du RDC.

Les études MOE ont été menées au stade PRO. Le Permis de Construire a été déposé mi-novembre 2024.

La mission du Titulaire débutera avant attribution des marchés travaux.

1.2. Objet du marché et désignation des contractants

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché de contrôle technique à l'opération visée à la section A de l'acte d'engagement et ayant pour objet la réalisation des missions définies dans le CCTP.

L'ouvrage sur lequel porte la mission appartient à la catégorie « réhabilitation ».

Le marché est conclu entre :

- La personne désignée à la section D de l'acte d'engagement, dénommée « **Maître d'Ouvrage** » ou « **Représentant du maître d'ouvrage** » dans le présent CCAP.
- Le titulaire du marché désigné à la section B de l'acte d'engagement dénommé « **Titulaire** » ou « **contrôleur technique** » dans le présent CCAP.

1.3. Caractéristiques principales de l'opération

1.3.1. Planning prévisionnel de l'opération

Le délai de réalisation des travaux est estimé à 7 mois par le MOE.

Pour autant, eu égard aux aléas potentiels relatifs aux travaux de réhabilitation, il convient de considérer un délai de 12 mois maximum correspondant à la durée du marché.

Le marché débutera à la notification de l'OS de démarrage.

Le titulaire pourra être mobilisé du la période de GPA Garantie de Parfait Achèvement et de GBF Garantie de Bon Fonctionnement.

1.3.2. Estimation prévisionnelle des travaux

L'enveloppe du coût prévisionnel maximum des travaux (CPT) est estimé à : **2 400 000 € HT**.

1.3.3. Domaine

☒ Réhabilitation

Le maître d'ouvrage précise que les travaux auront lieu en site occupé, sécurisé et sanctuarisé.

1.3.4. Mode d'attribution des travaux

L'attribution des travaux :

☒ est prévue par marchés séparés,

1.4. Changement de Maître d'Ouvrage

Il est précisé que si la maîtrise d'ouvrage du marché devait être transférée, les termes du présent CCAP resteraient inchangés.

1.5. Sous-traitance

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant et faire agréer leur condition de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans un délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du Maître d'ouvrage empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter la résiliation du marché.

ARTICLE 2. MISSIONS CONFIEES AU TITULAIRE

2.1. Conditions d'exécution

Le CCTP présente la description des missions confiées au contrôleur technique ainsi que leurs conditions d'exécution.

2.2. Responsable technique

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne et informe le maître d'ouvrage :

- du **responsable technique** qualifié pour exécuter la mission et signer au cours de l'exécution du marché les avis et rapports ;
- du **suppléant du responsable technique** qui le remplacera en cas d'absence.

Tout changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au maître d'ouvrage ou son représentant. En cas de problème, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de demander au titulaire le changement du responsable technique sous 8 jours.

2.3. Prestations complémentaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché la réalisation de prestations complémentaires devenues nécessaires à celles du présent marché.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces administratives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- 1- L'Acte d'Engagement (**AE**), et ses annexes
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (**CCAP**)
- 3- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (**CCTP**)
- 4- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **CCAG-PI**, sous réserve des dérogations expressément prévues au présent CCAP.
- 5- La Décomposition du temps d'intervention et du Prix Global et Forfaitaire du lot (**DPGF**)
- 6- Les pièces écrites du dossier présenté par le titulaire à l'appui de son offre.

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement et le CCAP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document. Les pièces dites générales, sont celles applicables au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

En l'absence d'une ou plusieurs des pièces ci-dessus, la hiérarchie demeure dans l'ordre existant après le retrait des pièces absentes.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière de Contrôle Technique.

3.2. Nantissement - Cessions de créances

Il sera fait application de l'article 4.2 du CCAG PI.

ARTICLE 4. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser **tout moyen permettant d'attester la date de réception** pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations.

ARTICLE 5. AVANCE

Une avance sera versée au titulaire, selon les modalités décrites à l'article R2191-3 et suivants du Code de la Commande publique sauf renonciation expresse et écrite du titulaire dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 6. VARIATION DU PRIX

6.1. Forme du prix

Le marché est GLOBAL et FORFAITAIRE et hors TVA selon les stipulations de l'Acte d'Engagement.

6.2. Variation du prix

Le marché est passé à prix non révisables.

6.3. Contenu des prix

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Acomptes

7.1.1. Demande de paiement

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le titulaire à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le titulaire envoie au maître d'ouvrage ou à son représentant sa demande de paiement par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Contenu de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Il est établi sur un modèle unique établi par le titulaire et soumis à approbation du maître d'ouvrage ou son représentant.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- les références du marché ;
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la

- période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement au maître d'ouvrage intervient en fin de mois n pour les prestations effectuées au cours du mois n.

Echéancier des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes PRO / DCE	100% après approbation du rapport
Etudes des plans d'exécution	100% proportionnellement à l'avancement des travaux
Suivi de chantier	100% proportionnellement à l'avancement des travaux (mensuel)
Participation à la réception de chantier	100% à la remise d'un rapport de fin de chantier
Rapport vérifications finales (RFCT, RVRAT...)	50% à la remise des rapports 50% à l'approbation des rapports
Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Rapport vérifications accessibilité PMR	50% à la remise du rapport 50% à l'approbation du rapport

7.2. Décompte général, solde du marché

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 9.2 du présent CCAP, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours à compter de l'achèvement de sa mission ou 10 jours à compter de la publication du dernier index nécessaire au calcul de la variation de prix si celle-ci est postérieure.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte ;
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - o aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - o au solde du marché.

Il sera établi un seul décompte général pour l'ensemble du marché.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.3. Délais de règlement

Le délai de règlement des acomptes est de 50 jours à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le délai de règlement du solde est de **50 jours à compter de la réception** par le maître d'ouvrage ou son représentant du décompte général retourné par le titulaire ou le mandataire revêtu de sa signature.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 7.6 du CCAP.

Le maître d'ouvrage est chargé des vérifications et contrôles définis aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP concernant les acomptes et le solde du marché.

La décomposition du prix définit le montant de chaque acompte.

7.4. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de règlement est égal au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

ARTICLE 8. DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par **tout moyen permettant d'attester de leur date de réception** par le maître d'ouvrage.

8.1. Dossier à fournir en cours d'exécution

Dans le cadre de son contrat, le titulaire devra fournir tous les documents écrits, résultant de son contrat, aux intervenants suivants :

- au Maître d'Ouvrage
- aux AMO,
- à la maîtrise d'œuvre,
- aux entreprises.

Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs exploitables
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

Le titulaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- Traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage ou son représentant, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 3 jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le Maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Toutefois, le titulaire fournira au Maître d'ouvrage sous présentation classique, matérialisée sous la forme papier en 1 exemplaire l'ensemble des documents écrits.

8.2. Délais d'exécution des prestations et documents à fournir et pénalités

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard sur les délais d'exécution précisés à l'article ci-après, le titulaire subira sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé ci-dessous :

PHASE ETUDES			
Elément de mission	Délai	Point de départ du délai	Pénalités
Rapport sur PRO/DCE (RICT)	1 semaine	Remise du PRO	250,00 € par jour calendaire
PHASE EXECUTION			
Elément de mission	Délai	Point de départ du délai	
Visa des documents	1 semaine	Réception des documents	100,00 € par jour calendaire par document
PHASE REALISATION			
Elément de mission	Délai	Point de départ du délai	
Compte rendu de visites	1 semaine	Jour de la visite	100,00 € par jour calendaire
Rapport préalable à la réception	48h avant	Visite de réception du MOA	500,00 € par jour calendaire
PHASE RECEPTION			
Elément de mission	Délai	Point de départ du délai	
- Rapport vérifications finales (RFCT) - Pré-rapport vérifications accessibilité PMR - Rapport VIEL	1 semaine	Jour de la réception	250,00 € par jour calendaire
PHASE GPA			
Elément de mission	Délai	Point de départ du délai	
- Mise à jour du RFCT - Mise à jour du rapport de vérifications d'accessibilité PMR - Mise à jour du rapport VIEL	1 semaine	Fin de la période de levée de réserves	250,00 € par jour calendaire
Avis sur la levée des désordres GPA	1 semaine	Réception de la fiche de levée des GPA (si besoin)	250,00 € par jour calendaire

8.3. Autres Pénalités

En cas d'absence non justifiée à une réunion à laquelle était invité le titulaire, il sera appliqué au titulaire une pénalité de **250,00 €** par absence.

En cas de changement, à l'initiative du titulaire, d'une personne physique mentionnée à l'article 2 du présent CCAP, sauf justification d'un cas de démission ou de force majeure, il sera appliqué au titulaire une pénalité de **500,00 €**

ARTICLE 9. RECEPTION – ACHEVEMENT DES PRESTATIONS

9.1. Réception des documents

Le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à la réception des documents produits par le titulaire. Le délai de validation des documents est d'**un mois** à compter de la date de réception de ces documents par le maître d'ouvrage ou son représentant.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans le délai ci-dessus vaut refus des documents.

9.2. Achèvement de la mission

Les prestations s'achèveront lorsque les conditions suivantes seront réunies :

- Approbation par le maître d'ouvrage des rapports finaux de contrôle technique mis à jour après levée des réserves ;
- Levée de toutes les réserves par les entreprises ;
- Approbation par le maître d'ouvrage de l'attestation définitive relative à l'accessibilité handicapée ;
- Levée du dernier avis défavorable ou suspendu sur désordre GPA.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 28 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

9.3. Arrêt de l'exécution des prestations

Le Maître d'Ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution, sans indemnité, des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chaque partie de la prestation portant sur chacun des éléments de mission de la phase « études » du contrat.

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN

Suivant l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment:

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations;

– des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage font l'objet d'un avenant.

Dans les cas limitativement énumérés ci-dessous, des modifications nécessaires à la bonne exécution des prestations pourront intervenir :

- Pour des prestations complémentaires sollicitées par le maître d'ouvrage et devenues nécessaires ;
- Pour des modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues.

Si ces modifications n'ont pas d'incidence financière mais entraînent un décalage de calendrier, le maître d'ouvrage prononcera, par voie d'ordre de service, une décision de poursuivre la mission.

Si ces modifications ont une incidence financière, sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire propose un devis détaillé des prestations complémentaires. Les prix pourront être forfaitaires, unitaires ou mixte. Sauf justifications contraires, ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

A compter de la réception (par courriel ou courrier) du devis détaillé des prestations, le maître d'ouvrage a 5 jours pour accepter la proposition et la commander. A défaut d'accord amiable entre les parties, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de commander les prestations à un tiers.

ARTICLE 11. ASSURANCES

11.1 Assurances de responsabilité

Rappel : le titulaire fera son affaire de l'assurance des biens lui appartenant ou confiés et utilisés dans le cadre des travaux mais qui ne sont pas destinés à être incorporés à l'ouvrage.

Il veillera également à ce que les véhicules intervenant sur le chantier soient assurés tant pour leur responsabilité en circulation que lors de leur utilisation en fonction outil.

11.1.1 Assurance de Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire unique du contrat, doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Les polices d'assurances devront inclure les conséquences de toute solidarité et prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

3 M€ / sinistre en RC Exploitation

3 M€ / sinistre et par année d'assurance en RC Professionnelle.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux et le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

11.1.2 Assurance de Responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, **le titulaire unique du contrat, ou chacun des cotraitants en cas de groupement** doit justifier, au moyen d'une attestation de son assureur, **l'assurance couvrant la responsabilité décennale** résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et suivants et 2270 du Code civil.

Cette attestation devra **obligatoirement** indiquer l'étendue des **garanties apportées par sinistre sans pouvoir être inférieure à 3 000 000 €**.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels seront tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

11.2 Assurances des travaux

11.2.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage pourra souscrire une police Tous Risques Chantier.

Dans ce cas les garanties suivantes sont acquises **pendant la période de construction** à compter du déchargement effectué sur le site du chantier et jusqu'à réception, y compris pendant les essais, toutes pertes ou dommages matériels subis par l'ouvrage et, sous réserve des exclusions stipulées au contrat, à la suite notamment :

Franchise

- *- d'incendie
- *- d'explosions
- *- dégâts des eaux
- *- d'événements naturels
- *- d'attentats, actes de malveillance, terrorisme, sabotage
- *- **dommages matériels dus à des vices de conception**
- *- dommages matériels dus à des vices de matière
- *- effondrement

Une franchise par sinistre sera appliquée.

En cas de sinistre, si le maître d'ouvrage décide de percevoir directement l'indemnité octroyée, il répercutera alors ladite franchise sur le responsable du sinistre ou la répartira entre les divers responsables en cas de responsabilités multiples y compris celle d'entreprises.

Ce montant sera susceptible d'être modifié en fonction des conditions de la police souscrite par le maître d'ouvrage.

11.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage pourra souscrire une police dommages-ouvrage.

Le titulaire unique du contrat lui fournira les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au titulaire.

11.3 Dispositions diverses

11.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire :

Le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.**

11.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage :

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire renonce à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

ARTICLE 12. PIECES A PRODUIRE

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire devra produire les documents suivants mis à jour :

- un Kbis ;
- les attestations fiscales et sociales prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations ;
- **l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle** et, conformément aux dispositions de l'article L 241-2 du code des assurances, pour les travaux de construction,
- **l'attestation d'assurance responsabilité civile décennale** en accord avec l'opération conformément à l'article 9 du présent contrat.

ARTICLE 13. RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG PI avec les précisions suivantes :

13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Il sera fait application de l'article 40 du CCAG PI.

13.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

Résiliation pour changement de situation

Un opérateur économique ou titulaire qui, au cours de la procédure de passation ou d'exécution du marché, intègre l'une des hypothèses d'interdiction de soumissionner ou celles prévues par le marché, est tenu d'informer le maître d'ouvrage de ce changement de situation sans délai par lettre recommandée avec accusé réception.

En cas de changement de situation, l'acheteur peut résilier le marché sur ce motif excepté pour les opérateurs qui, ayant rempli leur obligation d'information, font l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en vertu de l'article L. 631-1 du code de commerce.

Résiliation pour manquement grave

Un opérateur économique qui commet, avant l'attribution ou en cours d'exécution du marché, un manquement grave, constaté par la Cour de justice de l'Union européenne, aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matières de marchés publics, est tenu d'informer, sans délai, le maître d'ouvrage de cette décision par lettre recommandée avec accusé réception.

Peuvent être considérés graves notamment les manquements inhérents aux prescriptions prévues par les directives européennes en matière de marchés publics ainsi qu'aux prescriptions prévues par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en matière d'aide d'Etat.

En cas de manquement grave au droit de l'Union européenne en matière de marchés publics, l'acheteur peut résilier le marché sur ce motif.

Précisions complémentaires

En cas de résiliation pour faute il sera fait application des articles 39 du CCAG PI avec les précisions suivantes :

- le Maître d'Ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI.
- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Par dérogation et en complément de l'article 41 du CCAG PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En complément à l'article 39 du CCAG PI, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de

second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES

Sans préjudice des dispositions de l'article 43 du CCAG-PI, l'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

La partie qui entend saisir le médiateur des entreprises ou un comité consultatif de règlement amiable des litiges informe le ou les cocontractants par lettre recommandée avec accusé réception dès la saisine.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	3.1
14.1	8.2
41	13.2

ARTICLE 16. SIGNATURE

Le ...16/07/2025

Le Directeur du Pôle Finances - Achats

Le Directeur Général
Par délégation,
Le Directeur du pôle
Finance - Achats
GAEL MOTREFF



